



# PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS



## MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

Le terrain de l'enquête a été réalisé en ligne par l'institut Harris Interactive, du 25 au 27 novembre 2014. L'échantillon était composé de 999 personnes de 18 ans et plus, représentatives de la population française selon la méthode des quotas, après redressement sur les variables de sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation. La signalétique des personnes interrogées comprend en outre de nombreuses données permettant d'interpréter de façon fine chacun des résultats recueillis.



## 1. LE CONTEXTE SOCIÉTAL : QUEL REGARD DES FRANÇAIS SUR LES VALEURS RÉPUBLICAINES ?

⇒ Les Français éprouvent le sentiment d'une forte défaillance du « modèle républicain ». La valeur de **liberté** reste à leurs yeux la mieux appliquée, mais elle n'est considérée comme telle que par la moitié de la population : **54%**, contre **46%** estimant qu'elle n'est pas appliquée aujourd'hui. Les deux autres valeurs républicaines ne semblent appliquées qu'à moins de deux Français sur dix : **15%** pour l'égalité ; **18%** pour la fraternité.

Ces proportions sont révélatrices d'un climat social particulièrement difficile. D'autant que ces proportions sont en baisse par rapport à décembre 2013 : les chiffres respectifs sont 2, 4 et 5 points.

⇒ Les Français se déclarent très conscients des nombreux risques, menaces ou dangers auxquels ils sont exposés. Ils placent au premier rang les risques **économiques** (chômage, endettement, déficits..., **98%**), devant les risques **sociaux** (inégalités, communautarisme, affrontements..., **93%**) et **politiques** (instabilité, incapacité à réformer..., **88%**). Suivent ensuite (par ordre également décroissant) les risques **environnementaux** (pollutions, catastrophes liées au dérèglement climatique..., **78%**), **terroristes** (attentats, prises d'otages, cybercriminalité..., **75%**) et **sanitaires** (tabac, alcool, épidémies..., **60%**).

Si les risques économiques, sociaux et politiques sont cités en priorité, c'est parce qu'ils sont omniprésents dans la vie quotidienne, qu'ils soient réellement subis ou seulement redoutés par des personnes qui se sentent vulnérables. Les risques environnementaux, terroristes et sanitaires apparaissent, eux, moins pressants, car moins visibles (l'enquête était réalisée avant les attentats des 7 et 9 janvier 2015). Ils font figure d'« accidents » possibles ou probables, mais apparaissent moins prévisibles que les trois types de risques précédents. On notera que les risques sanitaires, auxquels les Français sont généralement très sensibles, occupent la dernière place, du fait probablement de l'absence de crise majeure récente.

⇒ Les Français sont partagés quasiment en deux moitiés quant à l'utilité du principe de précaution. 51% estiment que « devant tout risque, il faut systématiquement l'appliquer », alors que 48% considèrent au contraire qu'il « réduit la liberté des individus et la capacité d'innovation du pays ».

On observe notamment que les jeunes y sont plus attachés que les aînés, ce qui peut surprendre au premier abord, de la part d'une génération (baptisée Y) attachée à l'innovation technique et maîtrisant ses usages. Mais d'autres études montrent que les jeunes sont souvent en situation de refus de la société complexe, dure et risquée créée par leurs parents, dans laquelle il leur est souvent difficile de trouver leur place, à titre professionnel ou personnel. Aussi, plutôt que de chercher l'aventure, de prendre des risques, de vouloir changer le monde, ils préfèrent consacrer leur temps et leur énergie à se « débrouiller », à « faire avec ». Beaucoup s'efforcent ainsi de vivre leur vie en laissant une large place aux loisirs et aux relations amicales, au détriment parfois de projets professionnels ou collectifs.

⇒ Pour réduire les risques dans la société actuelle, 71% des Français estiment qu'il faut « faire davantage confiance aux citoyens, les informer et les responsabiliser ». Ils



ne sont que 28% à vouloir « donner davantage de pouvoir à l'État, rendre les réglementations plus strictes et les sanctions plus sévères ».

On peut voir dans ces chiffres la conséquence de la déception et de la frustration accumulées au fil des années face à des administrations jugées trop lourdes, peu efficaces, et peu en phase avec la société. Cette désaffection est particulièrement apparente à l'égard des acteurs politiques, mais aussi économiques et médiatiques.



## 2. L'IMAGE DU VIN : ENTRE SÉCURITÉ ET RESPONSABILITÉ, QUELLE PLACE POUR LE VIN ?

- ⇒ Pour la presque totalité des Français (97%) « le vin fait partie de la culture et du patrimoine français ». La relation qu'ils entretiennent avec ce produit est très ancienne (des fouilles montrent qu'il était présent en Gaule du Sud il y a environ 2 600 ans). Cette dimension historique explique le statut particulier du vin dans le pays et l'attachement très fort dont il est l'objet. Il s'y ajoute des dimensions symboliques fortes, d'origine notamment religieuse.
- ⇒ Pour 83%, sa consommation « favorise la convivialité, en famille ou entre amis ». Pour 82%, elle « procure une sensation de plaisir ». Les deux attributs sont liés : la convivialité est de plus en plus vécue comme une source de plaisir, tandis que le plaisir est accru lorsqu'il est partagé.

Le vin est ainsi un produit de moins en moins destiné à une consommation solitaire et quotidienne ; c'est ce qui explique notamment le déclin régulier des quantités moyennes depuis plusieurs décennies (45 litres par personne en 2013 contre 76 en 1995 et... 160 en 1965). La consommation contemporaine est plus occasionnelle ; elle a de plus en plus souvent une dimension festive et conviviale, dans une société en recherche de moments de partage.

- ⇒ Le vin est globalement considéré comme non dangereux pour la santé, s'il est consommé avec modération. 84% des Français estiment même qu'il peut dans ce cas « présenter des bénéfices pour la santé ». Le french paradox identifié et décrit dès 1986 en France (puis confirmé en 1989 par une étude internationale) est toujours présent dans les esprits. Mais 89% des Français considèrent aussi que le vin « peut créer une dépendance », ce qui témoigne d'une attitude responsable à l'égard du produit.
- ⇒ Cette responsabilité se retrouve lorsqu'on les interroge sur leur capacité à maîtriser leur consommation. Dans leur très grande majorité, 86% de consommateurs réguliers (au moins une fois par semaine) estiment être en mesure d'y parvenir. Les autres admettent quelques exceptions, à l'occasion sans doute de moments festifs particuliers.





### 3. CITOYENS, INSTITUTIONS, PROFESSIONNELS : QUELQUES ENSEIGNEMENTS

⇒ Les Français considèrent que le rôle des pouvoirs publics doit être équilibré entre la législation/sanction et la confiance dans les différents acteurs :

- ▷ 62% considèrent qu'en matière de consommation de vin, il faut « **mettre en place des réglementations strictes, effectuer des contrôles fréquents et sanctionner sévèrement ceux qui ne les respectent pas** »
- ▷ 61%, qu'il faut « **faire confiance aux professionnels pour informer sur les dangers d'une consommation excessive** ».
- ▷ 60%, qu'il faut « **faire confiance au bon sens des consommateurs pour respecter les limites de consommation conseillées par les autorités sanitaires** ».

⇒ Aux yeux des Français, la législation actuelle sur le vin repose d'abord sur la **volonté de prévenir les risques pour la santé (83%)**. Ce chiffre élevé témoigne d'une reconnaissance de l'objectivité et du souci de bien faire du législateur et des autorités sanitaires. Mais par ailleurs, 51% des Français décèlent une dimension « **morale** » à la législation. Les autres résultats de l'étude laissent à penser que ce constat est plutôt un reproche qu'un compliment, les Français souhaitant pouvoir décider eux-mêmes de ce qui est « **moralement** » acceptable.

⇒ Enfin, bien que globalement en phase avec la réglementation existante, les Français estiment à 65% que **les pouvoirs publics ne sont pas efficaces dans leur action contre les risques liés à la consommation excessive de vin**.

Cette forte proportion contraste avec le niveau d'acceptation assez large des réglementations existantes. Elle peut d'abord s'expliquer par la défiance générale envers les institutions, à qui les Français reprochent de ne pas avoir réussi à redresser la situation économique et sociale du pays, et même de l'avoir aggravée. Elle s'explique aussi par une défiance envers les « autres » citoyens, jugés moins « responsables » que soi-même. Cette question confirme ainsi, avec d'autres enquêtes, les limites que les Français attribuent désormais au pouvoir de l'État sur le bien-être de la société. Elle montre aussi le souhait croissant que l'on incite chaque citoyen à se prendre en charge, l'État ne pouvant se substituer à lui, mais devant l'aider à se responsabiliser.

## QUELQUES POINTS À RETENIR

- ⇒ Le vin est porteur de valeurs fortes, de culture et d'identité (nationale, régionale, locale), qu'il faut respecter et préserver.
- ⇒ Le vin est un facilitateur de « vivre ensemble ».
- ⇒ Le vin a des effets sur la santé (utiles ou nuisibles), qu'il faut reconnaître et dont il faut informer.
- ⇒ La liberté est essentielle pour soi, la réglementation nécessaire pour les « autres »...
- ⇒ Si les institutions en général sont jugées de moins en moins crédibles, les institutions sanitaires conservent une image plus favorable.
- ⇒ En contrepartie de leur acceptation des règles, les consommateurs attendent qu'on leur fasse confiance.
- ⇒ Les normes et les repères sont nécessaires, mais ils doivent être explicités et utilisables en pratique.
- ⇒ Les professionnels sont porteurs des valeurs du vin et garants de sa qualité. Ils sont jugés compétents et responsables.

Informations :

**Contact Presse Vin & Société**

Valérie Fuchs

06 62 49 64 85

vafuchs@wanadoo.fr



<http://www.vinetsociete.fr>

<http://www.francoscopie.fr>